

Zeitschrift: Bulletin pédagogique : organe de la Société fribourgeoise d'éducation et du Musée pédagogique

Herausgeber: Société fribourgeoise d'éducation

Band: 46 (1917)

Heft: 16

Rubrik: Échos de la presse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

renferme plusieurs édifices gothiques ornés de curieuses façades datant des XV^{me} et XVI^{me} siècles. Fidèle à ses vieilles traditions, aucun souci d'élégance cosmopolite n'altère le physique de ses rues.

« Tour à tour mélancolique ou gaie suivant les saisons, Lubeck sait parer son accueil d'attraits toujours nouveaux. La magie de ses pierres grises est infinie sous le ciel brumeux de l'hiver, comme sous la tiède caresse du soleil automnal. »

Comme on en peut juger par ces quelques brèves citations, les moyens ne manquent pas à M. Marc Henry pour être un lettré fin et délicat. Ce recueil d'impressions d'un auteur averti, dont la droiture de jugement exclu toute étroitesse, est un témoignage précieux, nourri de faits, agrémenté de saillies spirituelles et de remarques caractéristiques. Soit que M. Henry décrive l'aspect du grand bassin de Hambourg avec ses cygnes et ses mouettes, les ébats sybaritiques des pierrots de Brème, le départ d'un convoi d'émigrants, la chanson des vagues de la mer ou les charmes un peu fanés de la sympathique Lubeck, il intéresse et émeut profondément par son joli sens du pittoresque, et certaines de ses pages attestent que sa palette est loin d'être indigente.

(A suivre.)

ÉCHOS DE LA PRESSE

L'instruction publique en Russie. — Ce pays compte 788 illettrés par 1,000 habitants, puis une école par 2,117 habitants, et une université ou école supérieure par 10,616,000 habitants. Ces chiffres ne paraissent-ils pas justifier une fois de plus l'opinion courante dans le monde entier, d'après laquelle le peuple russe, dans son ensemble, croupit dans l'ignorance ? D'autre part, on sait que, en 1906, le budget russe de l'instruction publique s'élevait à 76,650,000 roubles, restant six fois plus faible que celui de la guerre et de la marine ; qu'en moyenne, un Russe recevait annuellement, pour l'instruction publique, 82 cent. (un Allemand 9 fr.) et qu'un tiers seulement des enfants d'âge scolaire recevaient un enseignement, un septième même si l'on s'en tient aux enfants de 7 à 14 ans.

Le nombre des établissements d'instruction publique et de leurs élèves s'est développé comme suit en huit années :

1904 : 120,231 établissements avec 6,200,172 élèves.

1910 : 123,864 établissements avec 7,910,477 élèves. (Dont pour écoles populaires : 116,859 établissements avec 6,631,950 élèves.)

1912 : 130,988 établissements avec 8,741,952 élèves.

Ainsi, au cours de cette période (1900-1912), le nombre des écoles s'est accru de 19 % et celui des élèves de 40 %.

Les chiffres suivants s'appliquent aux seules écoles primaires, non compris les classes de lecture du clergé, qui n'existaient le plus souvent que sur le papier.

1836 : 661 écoles.

1853-56 : 2,999 écoles avec 160,594 élèves.

1864-67 : 10,868 écoles avec 336,391 élèves.

1899 : 84,368 écoles avec 4,150,724 élèves.

Si nous remontons plus haut encore, nous voyons, en 1828, le ministre de l'instruction publique Chichkof ne pas hésiter à déclarer qu'en Russie l'instruction primaire n'existait « presque pas » (sic). En réalité, on n'ouvrit pas d'écoles publiques avant la fin des années 1860, époque à laquelle le gouvernement russe, sous l'impression désastreuse produite par la guerre de Crimée (1855-1856), fut contraint d'autoriser les pouvoirs publics à favoriser les institutions locales d'intérêt public, telles qu'offices d'hygiène populaire, entreprises de routes et chemins et écoles primaires.

Dans le premier stade du développement de l'instruction publique, spécialement jusqu'à la libération de 40 millions de serfs, la participation de la société à la culture populaire se manifestait presque exclusivement sous forme d'initiative des particuliers, notamment des personnes cultivées et ne pouvait entrer sérieusement en ligne de compte dans un pays où le seul accroissement de la population aurait exigé l'ouverture de 2,000 écoles par année. Bien que se manifestant en dehors de toute organisation sérieuse, cette activité de la société russe, poursuivie avec un enthousiasme fiévreux, eut pour effet de convaincre un grand nombre de la nécessité de donner l'instruction aux masses des anciens serfs libérés. Dès la fin des années 1850, on commença à fonder des écoles du dimanche, dont le nombre atteint, vers 1862, le chiffre de 309, avec 20,000 élèves, et qui contribuent dans une large mesure à faciliter le mouvement. Le malheur voulut qu'elles fussent, la même année, toutes fermées par le gouvernement, qui redoutait de les voir servir à la propagande révolutionnaire.

Mais ce serait une erreur de s'imaginer que les paysans russes aient observé, en présence de cette campagne, une attitude purement passive. Le professeur Milioukof relève l'existence d'un grand nombre d'écoles populaires libres, bien avant la réforme libératrice d'Alexandre II.

Ces écoles étant secrètes, ne furent pas enregistrées. Toutefois, dès que l'on perçut le souffle du libéralisme, le gouvernement jugea bon d'aller au-devant des besoins du peuple. Ce qui était jusque-là dissimulé apparut au grand jour ; et le ministre des domaines impériaux, qui disposait du sort de 20 millions de « paysans d'Etat » se hâta, en 1866, de révéler l'existence de 3,842 écoles élémentaires précédemment inconnues — ni plus ni moins — comptant 83,128 élèves. Et ce chiffre ne représentait certainement qu'une fraction minime des établissements non officiels dans lesquels l'instruction populaire trouvait asile. Leur nombre s'élevait certainement à plusieurs dizaines de mille, dirigées par les types les plus particuliers de pédagogues de village. Lors de la discussion des statuts de 1864, un des participants estimait que les écoles libres pouvaient fournir 60,000 instituteurs!

Cependant on peut dire que la période d'organisation systématique

de l'instruction populaire ne commence qu'en 1864 avec l'autonomie des zemstvos, introduite alors dans 34 gouvernements de la Russie d'Europe. Tandis que la Russie, sous plusieurs siècles d'administration autoritaire, n'avait reçu que 10,000 écoles — dont 4,622 sérieusement organisées — pour quelque 70 millions d'habitants, les zemstvos, une fois chargés de l'instruction populaire, établirent en huit lustres, soit jusqu'en 1903, 18,815 écoles pourvues de 26,560 instituteurs. Et il serait tout à fait inexact de considérer ce chiffre — que nous savons être faible — comme le principal critère de l'activité bienfaisante déployée par les assemblées provinciales dans le développement de l'initiative et de l'esprit publics. Leur action va bien au delà, et c'est à elle que l'on peut attribuer, par voie directe ou par ricochet, l'énorme développement de l'instruction primaire, qui comprenait, en 1904, 116,859 écoles. Et il faut considérer que, dès la fin du règne d'Alexandre II la réaction releva la tête, pour devenir puissante sous Alexandre III et Nicolas II, de telle sorte que les établissements fondés par les zemstvos eurent à subir toutes sortes de chicanes, tant en vertu de l'« organisation légale » que par des mesures administratives et de police.

Bornons-nous à mentionner la loi du 24 juin 1890, par laquelle le gouvernement, sous prétexte de veiller aux intérêts du fisc, limita à l'extrême le droit des assemblées provinciales de prélever, à leur bénéfice, des centimes additionnels de l'impôt d'Etat. En réalité, cette loi visait à porter préjudice aux finances des zemstvos, et, par suite, à leur activité dans le domaine de l'instruction populaire. Et, tandis que les zemstvos administraient librement les écoles qu'ils avaient fondées, le gouvernement se mit à placer ces établissements sous le contrôle de l'empire, et à soumettre au ministère de l'instruction publique les programmes d'enseignement, ainsi que le choix des livres d'études et même des livres des bibliothèques. Cependant les éléments énergiques des zemstvos, loin de se décourager, déployèrent une énergie inlassable en vue de développer les écoles existantes et d'en fonder de nouvelles. Vu l'impossibilité de leur arracher — sans risquer de porter un coup mortel au prestige du tsarisme — les droits qu'ils avaient reçus à l'époque des grandes réformes du tsar libérateur, le gouvernement réactionnaire se vit conduit à faire concurrence aux zemstvos et à ouvrir de son côté de nouvelles écoles, inspirées de l'esprit réactionnaire, espérant par là paralyser l'influence des réformateurs éclairés.

Ce fut là l'origine de la création de plus de 20,000 écoles primaires ministérielles et de 45,589 écoles du clergé, celles-ci placées sous la direction du Saint-Synode. Durant quinze années, à la seule exception du comte Paul Ignatef, nommé en 1915, qui, par sa personnalité et son activité, appartient déjà à la Russie nouvelle — les ministres de l'instruction publique n'ont eu, en réalité, si incroyable que cela paraisse, qu'un seul programme, arracher des mains des zemstvos la suprématie qu'ils possédaient dans l'instruction primaire, affaiblir le prestige qu'avaient donné aux écoles des méthodes d'enseignement nouvelles et meilleures, bref, nuire à l'instruction populaire.

En dépit de ces menées, dans la brève période de 1866 à 1899, le nombre des écoles a augmenté de six fois et demi, celui des élèves de douze fois — même de dix-sept fois avec les écoles ecclésiastiques — celui des écoles urbaines de huit fois et de leurs élèves de trente-huit

fois. La proportion des hommes sachant lire, et écrire s'accroissait parallèlement ; parmi les recrues, on la vit augmenter successivement de 20 % qu'elle était en 1878, à 31 % en 1888 et à 45 % en 1898. Dans les gouvernements de Moscou et de Jaroslaw, où les assemblées provinciales ont accompli une œuvre de progrès particulièrement méritoire, cette proportion s'est accrue respectivement à 85 et à 87 %.

Les chiffres de notre premier tableau (130,988 écoles et 8,741,952 élèves) ne prennent ainsi tout leur sens que lorsqu'on les rapproche étroitement des commentaires nécessairement hâtifs que nous venons de lui donner. Et qu'en est-il aujourd'hui ? Quelle est la page que nous venons d'ouvrir ? Car, pour la vie d'un peuple, un siècle équivaut à un jour. Mais l'avenir presque certain nous est donné par cette indication. « Des 420 administrations de zemstvos qui, d'accord avec le ministère, se sont attaquées au problème de l'instruction obligatoire, 30 % environ ont acheté leur tâche. Un certain nombre d'entre les assemblées provinciales ne mettront pas cinq années à accomplir ce programme ; un petit nombre seulement dépassent ce délai. » Ces lignes sont extraites du rapport du ministère de l'instruction publique, rédigé déjà, il est vrai, sous l'administration du comte Ignatief, mais bien avant la révolution de mars.

Comment un progrès pareil a-t-il pu être réalisé ? N'est-ce pas une impossibilité absolue ? Songeons aux 661 écoles de 1836, aux 788 illettrés sur mille habitants. Le « peuple russe plongé dans l'ignorance » se montre capable de lever d'un jour à l'autre une armée de 300,000 instituteurs primaires. Il est exact qu'en 1902 on en comptait déjà 87,050, ceux-ci, selon toute apparence, ont rempli leur tâche avec succès.

Mais 200,000 en cinq ans, n'est-ce pas un miracle ?

Tribune de Lausanne.

* * *

Ce que sont les écoles nouvelles. — Depuis la première d'entre elles, fondée en 1889 par le Dr Cecil Reddie, à Abbotsholme, dans le Derbyshire (Angleterre), jusqu'à celles, au nombre d'une cinquantaine, qui ont vu le jour un peu dans tous les pays d'Europe et de l'Amérique du nord, toutes elles visent à ce triple but : rendre justice à la nature psychologique de l'enfant et aux besoins normaux de son cœur et de son intelligence ; l'adapter aux exigences réelles de la vie contemporaine ; enfin mettre en valeur chez lui ces tendances idéales et largement humaines que sont le sens de la vérité scientifique, le sens de la justice sociale et le sens de la beauté. Un mot pourrait concrétiser les aspirations des écoles nouvelles, c'est celui d'harmonie : harmonie de l'intelligence, harmonie du cœur, harmonie de la volonté, harmonie esthétique, sans oublier l'harmonie sociale !

Les écoles nouvelles des différents pays reflètent en général la mentalité du milieu qui les a vu naître. Et cela est bien. C'est dire qu'il en est de toutes sortes de confessions, de toute classe sociale, bourgeoises et socialistes... de toute qualité, aussi. Toutes, cependant si elles veulent mériter le titre d'école nouvelle, présentent certains traits caractéristiques que j'ai énumérés dans le volume de 1917 de *l'Education en Suisse* et dans une préface à l'ouvrage de M. Faria de Vasconcellos intitulé : *Une école nouvelle en Belgique*. Quels sont-ils ?

Je ne puis les énumérer tous. Je mentionnerai seulement les principaux d'entre eux.

C'est d'abord la situation à la campagne, permettant l'usage abondant de l'air, de l'eau, de la lumière, et en particulier la pratique des bains de soleil, si à la mode aujourd'hui. Ah ! si la mode savait toujours être aussi avisée que lorsqu'elle cherche dans le soleil la source de la santé et de la joie de l'enfance !

En second lieu, dans toutes les écoles nouvelles, on prône très haut le travail manuel, soit celui qui vient illustrer l'enseignement, soit celui qui a un but à la fois d'hygiène et d'utilité, comme la menuiserie, le jardinage, voire même l'agriculture et l'élevage du petit bétail.

Au point de vue moral et social, ces écoles ont adopté la méthode dite de l'autonomie des écoliers. Les classes ou les groupements familiaux — car ces écoles répartissent en général leurs élèves en plusieurs petites maisons de dix à douze enfants groupés autour d'un ménage d'éducateurs — sont constitués en autant de petites communautés, fédérées en quelque sorte en une république générale ou, plus souvent, en un Etat constitutionnel dont le directeur représente le monarque ; monarque très puissant, sur les cœurs et sur les esprits, mais qui sait s'effacer devant la volonté populaire chaque fois que celle-ci réussit à s'organiser spontanément et raisonnablement. Et l'on est surpris de voir quels trésors de bonne volonté et de sagesse se font jour dans ces petites communautés d'enfants, soit qu'il s'agisse de garçons seuls, soit, ce qui est préférable mais d'une application plus délicate, de garçons et de filles ensemble.

Vie hygiénique en plein air, études basées sur la réalité concrète de la vie, et où le savoir livresque fait place à l'expérimentation directe, discipline spontanée et organisée par les élèves constitués en petite communauté politique ; voilà, pour s'en tenir aux grandes lignes, ce qui caractérise les écoles nouvelles.

On n'a pas manqué d'adresser à ces institutions différentes critiques. On les a accusées d'éloigner l'enfant de ses parents, et ce reproche serait fondé si ce mode d'éducation devait se généraliser. Toutefois, il y a tant de cas où la famille n'est plus, de par les circonstances ou la santé nerveuse des parents, à la hauteur de son rôle, qu'il est préférable parfois que l'enfant se développe sainement loin d'elle, loin du milieu où risqueraient de se développer les germes héréditaires pathologiques qu'ils portent en soi.

D'autre part, ces écoles sont, il faut le reconnaître, pour la plupart très coûteuses. Et pourtant, je puis l'attester, aucun des hommes qui les dirigent ne s'y est jamais enrichi. Il faudrait des subventions des gouvernements ou des dotations de gens riches, comme c'est l'usage en Angleterre et aux Etats-Unis, pour que ces écoles puissent abaisser leurs écolages à un taux plus abordable aux bourses moyennes.

Aussi bien ces écoles ne cherchent-elles pas à se donner, telles quelles, comme les écoles de l'avenir. Elles ont une ambition moins vaste mais plus haute, celle de démontrer pratiquement l'excellence de certaines méthodes et d'un certain genre de vie. Aux Ecoles d'Etat, ensuite, à adopter ce qu'elles auront reconnu comme bon et à l'adapter à leurs moyens d'action.

(Aujourd'hui.)